

# Texte intégral de la Constitution du 4 octobre 1958 en vigueur

Texte intégral en vigueur à  
jour de la révision  
constitutionnelle du 8 mars  
2024

Version PDF

## PRÉAMBULE

Le peuple français proclame  
solennellement son  
attachement aux Droits de  
l'homme et aux principes de  
la souveraineté nationale tels  
qu'ils ont été définis par la  
Déclaration de 1789,  
confirmée et complétée par le  
préambule de la Constitution  
de 1946, ainsi qu'aux droits et  
devoirs définis dans la Charte  
de l'environnement de 2004.

En vertu de ces principes et  
de celui de la libre  
détermination des peuples, la  
République offre aux  
territoires d'outre-mer qui  
manifestent la volonté d'y

adhérer des institutions  
nouvelles fondées sur l'idéal  
commun de liberté, d'égalité  
et de fraternité et conçues en  
vue de leur évolution  
démocratique.

## ARTICLE PREMIER.

La France est une République  
indivisible, laïque,  
démocratique et sociale. Elle  
assure l'égalité devant la loi de  
tous les citoyens sans  
distinction d'origine, de race  
ou de religion. Elle respecte  
toutes les croyances. Son  
organisation est  
décentralisée.

La loi favorise l'égal accès des  
femmes et des hommes aux  
mandats électoraux et  
fonctions électives, ainsi  
qu'aux responsabilités  
professionnelles et sociales.

## Titre premier - DE LA SOUVERAINETÉ

### ARTICLE 2.

La langue de la République  
est le français.

L'emblème national est le  
drapeau tricolore, bleu, blanc,  
rouge.

L'hymne national est « La  
Marseillaise ».

La devise de la République est  
« Liberté, Égalité, Fraternité ».

Son principe est :  
gouvernement du peuple, par  
le peuple et pour le peuple.

## **ARTICLE 3.**

La souveraineté nationale  
appartient au peuple qui  
l'exerce par ses représentants  
et par la voie du référendum.

Aucune section du peuple ni  
aucun individu ne peut s'en  
attribuer l'exercice.

Le suffrage peut être direct ou  
indirect dans les conditions  
prévues par la Constitution. Il  
est toujours universel, égal et  
secret.

Sont électeurs, dans les  
conditions déterminées par la

loi, tous les nationaux  
français majeurs des deux  
sexes, jouissant de leurs  
droits civils et politiques.

## ARTICLE 4.

Les partis et groupements  
politiques concourent à  
l'expression du suffrage. Ils se  
forment et exercent leur  
activité librement. Ils doivent  
respecter les principes de la  
souveraineté nationale et de  
la démocratie.

Ils contribuent à la mise en  
œuvre du principe énoncé au  
second alinéa de l'article 1<sup>er</sup>  
dans les conditions  
déterminées par la loi.

La loi garantit les expressions  
pluralistes des opinions et la  
participation équitable des  
partis et groupements  
politiques à la vie  
démocratique de la Nation.

# Titre II - LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## ARTICLE 5.

Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État.

Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités.

## ARTICLE 6.

Le Président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct.

Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par une loi organique.

## ARTICLE 7.

Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé, le quatorzième jour

suivant, à un second tour.  
Seuls peuvent s'y présenter  
les deux candidats qui, le cas  
échéant après retrait de  
candidats plus favorisés, se  
trouvent avoir recueilli le plus  
grand nombre de suffrages au  
premier tour.

Le scrutin est ouvert sur  
convocation du  
Gouvernement.

L'élection du nouveau  
Président a lieu vingt jours au  
moins et trente-cinq jours au  
plus avant l'expiration des  
pouvoirs du président en  
exercice.

En cas de vacance de la  
Présidence de la République  
pour quelque cause que ce  
soit, ou d'empêchement  
constaté par le Conseil  
constitutionnel saisi par le  
Gouvernement et statuant à  
la majorité absolue de ses  
membres, les fonctions du  
Président de la République, à  
l'exception de celles prévues  
aux articles 11 et 12 ci-dessous,  
sont provisoirement exercées  
par le président du Sénat et, si

celui-ci est à son tour  
empêché d'exercer ces  
fonctions, par le  
Gouvernement.

En cas de vacance ou lorsque  
l'empêchement est déclaré  
définitif par le Conseil  
constitutionnel, le scrutin  
pour l'élection du nouveau  
Président a lieu, sauf cas de  
force majeure constaté par le  
Conseil constitutionnel, vingt  
jours au moins et trente-cinq  
jours au plus après l'ouverture  
de la vacance ou la  
déclaration du caractère  
définitif de l'empêchement.

Si, dans les sept jours  
précédant la date limite du  
dépôt des présentations de  
candidatures, une des  
personnes ayant, moins de  
trente jours avant cette date,  
annoncé publiquement sa  
décision d'être candidate  
décède ou se trouve  
empêchée, le Conseil  
constitutionnel peut décider  
de reporter l'élection.

Si, avant le premier tour, un  
des candidats décède ou se

trouve empêché, le Conseil constitutionnel prononce le report de l'élection.

En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats les plus favorisés au premier tour avant les retraits éventuels, le Conseil constitutionnel déclare qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales ; il en est de même en cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats restés en présence en vue du second tour.

Dans tous les cas, le Conseil constitutionnel est saisi dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 61 ci-dessous ou dans celles déterminées pour la présentation d'un candidat par la loi organique prévue à l'article 6 ci-dessus.

Le Conseil constitutionnel peut proroger les délais prévus aux troisième et cinquième alinéas sans que le scrutin puisse avoir lieu plus



de trente-cinq jours après la date de la décision du Conseil constitutionnel. Si l'application des dispositions du présent alinéa a eu pour effet de reporter l'élection à une date postérieure à l'expiration des pouvoirs du Président en exercice, celui-ci demeure en fonction jusqu'à la proclamation de son successeur.

Il ne peut être fait application ni des articles 49 et 50 ni de l'article 89 de la Constitution durant la vacance de la Présidence de la République ou durant la période qui s'écoule entre la déclaration du caractère définitif de l'empêchement du Président de la République et l'élection de son successeur.

## **ARTICLE 8.**

Le Président de la République nomme le Premier ministre. Il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement.

Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres

membres du Gouvernement  
et met fin à leurs fonctions.

## ARTICLE 9.

Le Président de la République  
préside le conseil des  
ministres.

## ARTICLE 10.

Le Président de la République  
promulgue les lois dans les  
quinze jours qui suivent la  
transmission au  
Gouvernement de la loi  
définitivement adoptée.

Il peut, avant l'expiration de  
ce délai, demander au  
Parlement une nouvelle  
délibération de la loi ou de  
certains de ses articles. Cette  
nouvelle délibération ne peut  
être refusée.

## ARTICLE 11.

Le Président de la  
République, sur proposition  
du Gouvernement pendant la  
durée des sessions ou sur  
proposition conjointe des  
deux Assemblées, publiées au  
*Journal Officiel*, peut  
soumettre au référendum tout

projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la nation et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.

Lorsque le référendum est organisé sur proposition du Gouvernement, celui-ci fait, devant chaque assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat.

Un référendum portant sur un objet mentionné au premier alinéa peut être organisé à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement, soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. Cette initiative prend la forme d'une proposition de loi et ne peut avoir pour objet l'abrogation d'une disposition législative

promulguée depuis moins d'un an.

Les conditions de sa présentation et celles dans lesquelles le Conseil constitutionnel contrôle le respect des dispositions de l'alinéa précédent sont déterminées par une loi organique.

Si la proposition de loi n'a pas été examinée par les deux assemblées dans un délai fixé par la loi organique, le Président de la République la soumet au référendum.

Lorsque la proposition de loi n'est pas adoptée par le peuple français, aucune nouvelle proposition de référendum portant sur le même sujet ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date du scrutin.

Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du projet ou de la proposition de loi, le Président de la République promulgue la loi dans les quinze jours qui suivent la

proclamation des résultats de la consultation.

## ARTICLE 12.

Le Président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.

Les élections générales ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution.

L'Assemblée nationale se réunit de plein droit le deuxième jeudi qui suit son élection. Si cette réunion a lieu en dehors de la période prévue pour la session ordinaire, une session est ouverte de droit pour une durée de quinze jours.

Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections.

## ARTICLE 13.

Le Président de la République signe les ordonnances et les

décrets délibérés en conseil  
des ministres.

Il nomme aux emplois civils  
et militaires de l'État.

Les conseillers d'État, le grand  
chancelier de la Légion  
d'honneur, les ambassadeurs  
et envoyés extraordinaires, les  
conseillers maîtres à la Cour  
des comptes, les préfets, les  
représentants de l'État dans  
les collectivités d'outre-mer  
régies par l'article 74 et en  
Nouvelle-Calédonie, les  
officiers généraux, les recteurs  
des académies, les directeurs  
des administrations centrales  
sont nommés en conseil des  
ministres.

Une loi organique détermine  
les autres emplois auxquels il  
est pourvu en conseil des  
ministres ainsi que les  
conditions dans lesquelles le  
pouvoir de nomination du  
Président de la République  
peut être par lui délégué pour  
être exercé en son nom.

Une loi organique détermine  
les emplois ou fonctions,  
autres que ceux mentionnés

au troisième alinéa, pour  
lesquels, en raison de leur  
importance pour la garantie  
des droits et libertés ou la vie  
économique et sociale de la  
Nation, le pouvoir de  
nomination du Président de  
la République s'exerce après  
avis public de la commission  
permanente compétente de  
chaque assemblée. Le  
Président de la République ne  
peut procéder à une  
nomination lorsque l'addition  
des votes négatifs dans  
chaque commission  
représente au moins trois  
cinquièmes des suffrages  
exprimés au sein des deux  
commissions. La loi  
détermine les commissions  
permanentes compétentes  
selon les emplois ou fonctions  
concernés.

## **ARTICLE 14.**

Le Président de la République  
accrédite les ambassadeurs et  
les envoyés extraordinaires  
auprès des puissances  
étrangères ; les ambassadeurs  
et les envoyés extraordinaires

étrangers sont accrédités  
auprès de lui.

## ARTICLE 15.

Le Président de la République  
est le chef des armées. Il  
préside les conseils et les  
comités supérieurs de la  
défense nationale.

## ARTICLE 16.

Lorsque les institutions de la  
République, l'indépendance  
de la nation, l'intégrité de son  
territoire ou l'exécution de ses  
engagements internationaux  
sont menacées d'une manière  
grave et immédiate et que le  
fonctionnement régulier des  
pouvoirs publics  
constitutionnels est  
interrompu, le Président de la  
République prend les  
mesures exigées par ces  
circonstances, après  
consultation officielle du  
Premier ministre, des  
présidents des assemblées  
ainsi que du Conseil  
constitutionnel.

Il en informe la nation par un  
message.



Ces mesures doivent être  
inspirées par la volonté  
d'assurer aux pouvoirs  
publics constitutionnels, dans  
les moindres délais, les  
moyens d'accomplir leur  
mission. Le Conseil  
constitutionnel est consulté à  
leur sujet.

Le Parlement se réunit de  
plein droit.

L'Assemblée nationale ne  
peut être dissoute pendant  
l'exercice des pouvoirs  
exceptionnels.

Après trente jours d'exercice  
des pouvoirs exceptionnels, le  
Conseil constitutionnel peut  
être saisi par le Président de  
l'Assemblée nationale, le  
Président du Sénat, soixante  
députés ou soixante  
sénateurs, aux fins  
d'examiner si les conditions  
énoncées au premier alinéa  
demeurent réunies. Il se  
prononce dans les délais les  
plus brefs par un avis public.  
Il procède de plein droit à cet  
examen et se prononce dans  
les mêmes conditions au

terme de soixante jours  
d'exercice des pouvoirs  
exceptionnels et à tout  
moment au-delà de cette  
durée.

## **ARTICLE 17.**

Le Président de la République  
a le droit de faire grâce à titre  
individuel.

## **ARTICLE 18.**

Le Président de la République  
communique avec les deux  
assemblées du Parlement par  
des messages qu'il fait lire et  
qui ne donnent lieu à aucun  
débat.

Il peut prendre la parole  
devant le Parlement réuni à  
cet effet en Congrès. Sa  
déclaration peut donner lieu,  
hors sa présence, à un débat  
qui ne fait l'objet d'aucun vote.

Hors session, les assemblées  
parlementaires sont réunies  
spécialement à cet effet.

## **ARTICLE 19.**

Les actes du Président de la  
République autres que ceux

prévus aux articles 8 (1<sup>er</sup> alinéa), 11, 12, 16, 18, 54, 56 et 61 sont contresignés par le Premier ministre et, le cas échéant, par les ministres responsables.

## Titre III - LE GOUVERNEMENT

### ARTICLE 20.

Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la nation.

Il dispose de l'administration et de la force armée.

Il est responsable devant le Parlement dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 49 et 50.

### ARTICLE 21.

Le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement. Il est responsable de la défense nationale. Il assure l'exécution des lois. Sous réserve des dispositions de l'article 13, il exerce le pouvoir

réglementaire et nomme aux emplois civils et militaires.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres.

Il supplée, le cas échéant, le Président de la République dans la présidence des conseils et comités prévus à l'article 15.

Il peut, à titre exceptionnel, le suppléer pour la présidence d'un conseil des ministres en vertu d'une délégation expresse et pour un ordre du jour déterminé.

## **ARTICLE 22.**

Les actes du Premier ministre sont contresignés, le cas échéant, par les ministres chargés de leur exécution.

## **ARTICLE 23.**

Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national et de tout emploi

public ou de toute activité professionnelle.

Une loi organique fixe les conditions dans lesquelles il est pourvu au remplacement des titulaires de tels mandats, fonctions ou emplois.

Le remplacement des membres du Parlement a lieu conformément aux dispositions de l'article 25.

## Titre IV - LE PARLEMENT

### ARTICLE 24.

Le Parlement vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques.

Il comprend l'Assemblée nationale et le Sénat.

Les députés à l'Assemblée nationale, dont le nombre ne peut excéder cinq cent soixante-dix-sept, sont élus au suffrage direct.

Le Sénat, dont le nombre de membres ne peut excéder

trois cent quarante-huit, est élu au suffrage indirect. Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République.

Les Français établis hors de France sont représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat.

## **ARTICLE 25.**

Une loi organique fixe la durée des pouvoirs de chaque assemblée, le nombre de ses membres, leur indemnité, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités.

Elle fixe également les conditions dans lesquelles sont élues les personnes appelées à assurer, en cas de vacance du siège, le remplacement des députés ou des sénateurs jusqu'au renouvellement général ou partiel de l'assemblée à laquelle ils appartenaient ou leur remplacement temporaire en cas d'acceptation par eux de fonctions gouvernementales.

Une commission indépendante, dont la loi fixe la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement, se prononce par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés ou modifiant la répartition des sièges de députés ou de sénateurs.

## **ARTICLE 26.**

Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Aucun membre du Parlement ne peut faire l'objet, en matière criminelle ou correctionnelle, d'une arrestation ou de toute autre mesure privative ou restrictive de liberté qu'avec l'autorisation du bureau de l'assemblée dont il fait partie. Cette autorisation n'est pas requise en cas de crime ou

délit flagrant ou de  
condamnation définitive.

La détention, les mesures  
privatives ou restrictives de  
liberté ou la poursuite d'un  
membre du Parlement sont  
suspendues pour la durée de  
la session si l'assemblée dont  
il fait partie le requiert.

L'assemblée intéressée est  
réunie de plein droit pour des  
séances supplémentaires  
pour permettre, le cas  
échéant, l'application de  
l'alinéa ci-dessus.

## **ARTICLE 27.**

Tout mandat impératif est  
nul.

Le droit de vote des membres  
du Parlement est personnel.

La loi organique peut  
autoriser exceptionnellement  
la délégation de vote. Dans ce  
cas, nul ne peut recevoir  
délégation de plus d'un  
mandat.

## **ARTICLE 28.**



Le Parlement se réunit de plein droit en une session ordinaire qui commence le premier jour ouvrable d'octobre et prend fin le dernier jour ouvrable de juin.

Le nombre de jours de séance que chaque assemblée peut tenir au cours de la session ordinaire ne peut excéder cent vingt. Les semaines de séance sont fixées par chaque assemblée.

Le Premier ministre, après consultation du président de l'assemblée concernée, ou la majorité des membres de chaque assemblée peut décider la tenue de jours supplémentaires de séance.

Les jours et les horaires des séances sont déterminés par le règlement de chaque assemblée.

## **ARTICLE 29.**

Le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du Premier ministre ou de la majorité des membres composant

l'Assemblée nationale, sur un ordre du jour déterminé.

Lorsque la session extraordinaire est tenue à la demande des membres de l'Assemblée nationale, le décret de clôture intervient dès que le Parlement a épuisé l'ordre du jour pour lequel il a été convoqué et au plus tard douze jours à compter de sa réunion.

Le Premier ministre peut seul demander une nouvelle session avant l'expiration du mois qui suit le décret de clôture.

## **ARTICLE 30.**

Hors les cas dans lesquels le Parlement se réunit de plein droit, les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du Président de la République.

## **ARTICLE 31.**

Les membres du Gouvernement ont accès aux deux assemblées. Ils sont

entendus quand ils le demandent.

Ils peuvent se faire assister par des commissaires du Gouvernement.

## ARTICLE 32.

Le président de l'Assemblée nationale est élu pour la durée de la législature. Le président du Sénat est élu après chaque renouvellement partiel.

## ARTICLE 33.

Les séances des deux assemblées sont publiques.

Le compte rendu intégral des débats est publié au Journal officiel.

Chaque assemblée peut siéger en comité secret à la demande du Premier ministre ou d'un dixième de ses membres.

# Titre V - DES RAPPORTS ENTRE LE PARLEMENT ET LE GOUVERNEMENT

## ARTICLE 34.

La loi fixe les règles  
concernant :

- les droits civiques et les  
garanties fondamentales  
accordées aux citoyens pour  
l'exercice des libertés  
publiques ; la liberté, le  
pluralisme et l'indépendance  
des médias ; les sujétions  
imposées par la défense  
nationale aux citoyens en leur  
personne et en leurs biens ;
- la nationalité, l'état et la  
capacité des personnes, les  
régimes matrimoniaux, les  
successions et libéralités ;
- la détermination des crimes  
et délits ainsi que les peines  
qui leur sont applicables ; la  
procédure pénale ; l'amnistie ;  
la création de nouveaux  
ordres de juridiction et le  
statut des magistrats ;
- l'assiette, le taux et les  
modalités de recouvrement  
des impositions de toutes  
natures ; le régime d'émission  
de la monnaie.

La loi fixe également les  
règles concernant :

- le régime électoral des assemblées parlementaires, des assemblées locales et des instances représentatives des Français établis hors de France ainsi que les conditions d'exercice des mandats électoraux et des fonctions électives des membres des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ;
- la création de catégories d'établissements publics ;
- les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'État ;
- les nationalisations d'entreprises et les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé.

La loi détermine les principes fondamentaux :

- de l'organisation générale de la défense nationale ;
- de la libre administration des collectivités territoriales, de leurs compétences et de leurs ressources ;
- de l'enseignement ;
- de la préservation de

l'environnement ;  
- du régime de la propriété,  
des droits réels et des  
obligations civiles et  
commerciales ;  
- du droit du travail, du droit  
syndical et de la sécurité  
sociale.

La loi détermine les  
conditions dans lesquelles  
s'exerce la liberté garantie à la  
femme d'avoir recours à une  
interruption volontaire de  
grossesse.

Les lois de finances  
déterminent les ressources et  
les charges de l'État dans les  
conditions et sous les réserves  
prévues par une loi  
organique.

Les lois de financement de la  
sécurité sociale déterminent  
les conditions générales de  
son équilibre financier et,  
compte tenu de leurs  
prévisions de recettes, fixent  
ses objectifs de dépenses,  
dans les conditions et sous les  
réserves prévues par une loi  
organique.

Des lois de programmation déterminent les objectifs de l'action de l'État.

Les orientations pluriannuelles des finances publiques sont définies par des lois de programmation. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.

Les dispositions du présent article pourront être précisées et complétées par une loi organique.

## **ARTICLE 34-1.**

Les assemblées peuvent voter des résolutions dans les conditions fixées par la loi organique.

Sont irrecevables et ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour les propositions de résolution dont le Gouvernement estime que leur adoption ou leur rejet serait de nature à mettre en cause sa responsabilité ou qu'elles contiennent des injonctions à son égard.

## ARTICLE 35.

La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement.

Le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Il précise les objectifs poursuivis. Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote.

Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement. Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort.

Si le Parlement n'est pas en session à l'expiration du délai de quatre mois, il se prononce à l'ouverture de la session suivante.

## ARTICLE 36.

L'état de siège est décrété en Conseil des ministres.



Sa prorogation au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par le Parlement.

## **ARTICLE 37.**

Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire.

Les textes de forme législative intervenus en ces matières peuvent être modifiés par décrets pris après avis du Conseil d'État. Ceux de ces textes qui interviendraient après l'entrée en vigueur de la présente Constitution ne pourront être modifiés par décret que si le Conseil constitutionnel a déclaré qu'ils ont un caractère réglementaire en vertu de l'alinéa précédent.

## **ARTICLE 37-1.**

La loi et le règlement peuvent comporter, pour un objet et une durée limités, des dispositions à caractère expérimental.

## ARTICLE 38.

Le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

Les ordonnances sont prises en conseil des ministres après avis du Conseil d'État. Elles entrent en vigueur dès leur publication mais deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas déposé devant le Parlement avant la date fixée par la loi d'habilitation. Elles ne peuvent être ratifiées que de manière expresse.

A l'expiration du délai mentionné au premier alinéa du présent article, les ordonnances ne peuvent plus être modifiées que par la loi dans les matières qui sont du domaine législatif.

## ARTICLE 39.

L'initiative des lois appartient  
concurrentement au Premier  
ministre et aux membres du  
Parlement.

Les projets de loi sont  
délibérés en conseil des  
ministres après avis du  
Conseil d'État et déposés sur  
le bureau de l'une des deux  
assemblées. Les projets de loi  
de finances et de loi de  
financement de la sécurité  
sociale sont soumis en  
premier lieu à l'Assemblée  
nationale. Sans préjudice du  
premier alinéa de l'article 44,  
les projets de loi ayant pour  
principal objet l'organisation  
des collectivités territoriales  
sont soumis en premier lieu  
au Sénat.

La présentation des projets de  
loi déposés devant  
l'Assemblée nationale ou le  
Sénat répond aux conditions  
fixées par une loi organique.

Les projets de loi ne peuvent  
être inscrits à l'ordre du jour si  
la Conférence des présidents  
de la première assemblée  
saisie constate que les règles

fixées par la loi organique sont méconnues. En cas de désaccord entre la Conférence des présidents et le Gouvernement, le président de l'assemblée intéressée ou le Premier ministre peut saisir le Conseil constitutionnel qui statue dans un délai de huit jours.

Dans les conditions prévues par la loi, le président d'une assemblée peut soumettre pour avis au Conseil d'État, avant son examen en commission, une proposition de loi déposée par l'un des membres de cette assemblée, sauf si ce dernier s'y oppose.

## **ARTICLE 40.**

Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique.

## **ARTICLE 41.**

S'il apparaît au cours de la procédure législative qu'une proposition ou un amendement n'est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu de l'article 38, le Gouvernement ou le président de l'assemblée saisie peut opposer l'irrecevabilité.

En cas de désaccord entre le Gouvernement et le président de l'assemblée intéressée, le Conseil constitutionnel, à la demande de l'un ou de l'autre, statue dans un délai de huit jours.

## **ARTICLE 42.**

La discussion des projets et des propositions de loi porte, en séance, sur le texte adopté par la commission saisie en application de l'article 43 ou, à défaut, sur le texte dont l'assemblée a été saisie.

Toutefois, la discussion en séance des projets de révision constitutionnelle, des projets de loi de finances et des projets de loi de financement

de la sécurité sociale porte, en première lecture devant la première assemblée saisie, sur le texte présenté par le Gouvernement et, pour les autres lectures, sur le texte transmis par l'autre assemblée.

La discussion en séance, en première lecture, d'un projet ou d'une proposition de loi ne peut intervenir, devant la première assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de six semaines après son dépôt. Elle ne peut intervenir, devant la seconde assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de quatre semaines à compter de sa transmission.

L'alinéa précédent ne s'applique pas si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45. Il ne s'applique pas non plus aux projets de loi de finances, aux projets de loi de financement de la sécurité sociale et aux projets relatifs aux états de crise.

## **ARTICLE 43.**

Les projets et propositions de loi sont envoyés pour examen à l'une des commissions permanentes dont le nombre est limité à huit dans chaque assemblée.

A la demande du Gouvernement ou de l'assemblée qui en est saisie, les projets ou propositions de loi sont envoyés pour examen à une commission spécialement désignée à cet effet.

## **ARTICLE 44.**

Les membres du Parlement et le Gouvernement ont le droit d'amendement. Ce droit s'exerce en séance ou en commission selon les conditions fixées par les règlements des assemblées, dans le cadre déterminé par une loi organique.

Après l'ouverture du débat, le Gouvernement peut s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été antérieurement soumis à la commission.

Si le Gouvernement le demande, l'assemblée saisie se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le Gouvernement.

## **ARTICLE 45.**

Tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux assemblées du Parlement en vue de l'adoption d'un texte identique. Sans préjudice de l'application des articles 40 et 41, tout amendement est recevable en première lecture dès lors qu'il présente un lien, même indirect, avec le texte déposé ou transmis.

Lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque assemblée ou, si le Gouvernement a décidé d'engager la procédure accélérée sans que les Conférences des présidents



s'y soient conjointement opposées, après une seule lecture par chacune d'entre elles, le Premier ministre ou, pour une proposition de loi, les présidents des deux assemblées agissant conjointement, ont la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.

Le texte élaboré par la commission mixte peut être soumis par le Gouvernement pour approbation aux deux assemblées. Aucun amendement n'est recevable sauf accord du Gouvernement.

Si la commission mixte ne parvient pas à l'adoption d'un texte commun ou si ce texte n'est pas adopté dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, après une nouvelle lecture par l'Assemblée nationale et par le Sénat, demander à l'Assemblée nationale de statuer

définitivement. En ce cas, l'Assemblée nationale peut reprendre soit le texte élaboré par la commission mixte, soit le dernier texte voté par elle, modifié le cas échéant par un ou plusieurs des amendements adoptés par le Sénat.

## **ARTICLE 46.**

Les lois auxquelles la Constitution confère le caractère de lois organiques sont votées et modifiées dans les conditions suivantes.

Le projet ou la proposition ne peut, en première lecture, être soumis à la délibération et au vote des assemblées qu'à l'expiration des délais fixés au troisième alinéa de l'article 42. Toutefois, si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45, le projet ou la proposition ne peut être soumis à la délibération de la première assemblée saisie avant l'expiration d'un délai de quinze jours après son dépôt.

La procédure de l'article 45 est applicable. Toutefois, faute d'accord entre les deux assemblées, le texte ne peut être adopté par l'Assemblée nationale en dernière lecture qu'à la majorité absolue de ses membres.

Les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées.

Les lois organiques ne peuvent être promulguées qu'après la déclaration par le Conseil constitutionnel de leur conformité à la Constitution.

## **ARTICLE 47.**

Le Parlement vote les projets de loi de finances dans les conditions prévues par une loi organique.

Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de quarante jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai

de quinze jours. Il est ensuite  
procédé dans les conditions  
prévues à l'article 45.

Si le Parlement ne s'est pas  
prononcé dans un délai de  
soixante-dix jours, les  
dispositions du projet  
peuvent être mises en vigueur  
par ordonnance.

Si la loi de finances fixant les  
ressources et les charges d'un  
exercice n'a pas été déposée  
en temps utile pour être  
promulguée avant le début de  
cet exercice, le Gouvernement  
demande d'urgence au  
Parlement l'autorisation de  
percevoir les impôts et ouvre  
par décret les crédits se  
rapportant aux services votés.

Les délais prévus au présent  
article sont suspendus  
lorsque le Parlement n'est pas  
en session.

## **ARTICLE 47-1.**

Le Parlement vote les projets  
de loi de financement de la  
sécurité sociale dans les  
conditions prévues par une  
loi organique.

Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée en première lecture dans le délai de vingt jours après le dépôt d'un projet, le Gouvernement saisit le Sénat qui doit statuer dans un délai de quinze jours. Il est ensuite procédé dans les conditions prévues à l'article 45.

Si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de cinquante jours, les dispositions du projet peuvent être mises en oeuvre par ordonnance.

Les délais prévus au présent article sont suspendus lorsque le Parlement n'est pas en session et, pour chaque assemblée, au cours des semaines où elle a décidé de ne pas tenir séance, conformément au deuxième alinéa de l'article 28.

## **ARTICLE 47-2.**

La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le

contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.

Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.

## **ARTICLE 48.**

Sans préjudice de l'application des trois derniers alinéas de l'article 28, l'ordre du jour est fixé par chaque assemblée.

Deux semaines de séance sur quatre sont réservées par priorité, et dans l'ordre que le Gouvernement a fixé, à l'examen des textes et aux débats dont il demande l'inscription à l'ordre du jour.

En outre, l'examen des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale et, sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, des textes transmis par l'autre assemblée depuis six semaines au moins, des projets relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation visées à l'article 35 est, à la demande du Gouvernement, inscrit à l'ordre du jour par priorité.

Une semaine de séance sur quatre est réservée par priorité et dans l'ordre fixé par chaque assemblée au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques.

Un jour de séance par mois est réservé à un ordre du jour arrêté par chaque assemblée à l'initiative des groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'à celle des groupes minoritaires.

Une séance par semaine au moins, y compris pendant les

sessions extraordinaires  
prévues à l'article 29, est  
réservée par priorité aux  
questions des membres du  
Parlement et aux réponses du  
Gouvernement.

## **ARTICLE 49.**

Le Premier ministre, après  
délibération du conseil des  
ministres, engage devant  
l'Assemblée nationale la  
responsabilité du  
Gouvernement sur son  
programme ou  
éventuellement sur une  
déclaration de politique  
générale.

L'Assemblée nationale met en  
cause la responsabilité du  
Gouvernement par le vote  
d'une motion de censure. Une  
telle motion n'est recevable  
que si elle est signée par un  
dixième au moins des  
membres de l'Assemblée  
nationale. Le vote ne peut  
avoir lieu que quarante-huit  
heures après son dépôt. Seuls  
sont recensés les votes  
favorables à la motion de  
censure qui ne peut être



adoptée qu'à la majorité des membres composant l'Assemblée. Sauf dans le cas prévu à l'alinéa ci-dessous, un député ne peut être signataire de plus de trois motions de censure au cours d'une même session ordinaire et de plus d'une au cours d'une même session extraordinaire.

Le Premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale. Dans ce cas, ce projet est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session.

Le Premier ministre a la faculté de demander au Sénat

l'approbation d'une  
déclaration de politique  
générale.

## **ARTICLE 50.**

Lorsque l'Assemblée  
nationale adopte une motion  
de censure ou lorsqu'elle  
désapprouve le programme  
ou une déclaration de  
politique générale du  
Gouvernement, le Premier  
ministre doit remettre au  
Président de la République la  
démission du Gouvernement.

## **ARTICLE 50-1.**

Devant l'une ou l'autre des  
assemblées, le Gouvernement  
peut, de sa propre initiative  
ou à la demande d'un groupe  
parlementaire au sens de  
l'article 51-1, faire, sur un sujet  
déterminé, une déclaration  
qui donne lieu à débat et peut,  
s'il le décide, faire l'objet d'un  
vote sans engager sa  
responsabilité.

## **ARTICLE 51.**

La clôture de la session  
ordinaire ou des sessions

extraordinaires est de droit retardée pour permettre, le cas échéant, l'application de l'article 49. A cette même fin, des séances supplémentaires sont de droit.

## **ARTICLE 51-1.**

Le règlement de chaque assemblée détermine les droits des groupes parlementaires constitués en son sein. Il reconnaît des droits spécifiques aux groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'aux groupes minoritaires.

## **ARTICLE 51-2.**

Pour l'exercice des missions de contrôle et d'évaluation définies au premier alinéa de l'article 24, des commissions d'enquête peuvent être créées au sein de chaque assemblée pour recueillir, dans les conditions prévues par la loi, des éléments d'information.

La loi détermine leurs règles d'organisation et de fonctionnement. Leurs conditions de création sont

fixées par le règlement de  
chaque assemblée.

## Titre VI - DES TRAITÉS INTERNATIONAUX

### ARTICLE 52.

Le Président de la République  
négocie et ratifie les traités.

Il est informé de toute  
négociation tendant à la  
conclusion d'un accord  
international non soumis à  
ratification.

### ARTICLE 53.

Les traités de paix, les traités  
de commerce, les traités ou  
accords relatifs à  
l'organisation internationale,  
ceux qui engagent les  
finances de l'État, ceux qui  
modifient des dispositions de  
nature législative, ceux qui  
sont relatifs à l'état des  
personnes, ceux qui  
comportent cession, échange  
ou adjonction de territoire, ne  
peuvent être ratifiés ou

approuvés qu'en vertu d'une loi.

Ils ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés ou approuvés.

Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement des populations intéressées.

## **ARTICLE 53-1.**

La République peut conclure avec les États européens qui sont liés par des engagements identiques aux siens en matière d'asile et de protection des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, des accords déterminant leurs compétences respectives pour l'examen des demandes d'asile qui leur sont présentées.

Toutefois, même si la demande n'entre pas dans leur compétence en vertu de ces accords, les autorités de la République ont toujours le droit de donner asile à tout

étranger persécuté en raison de son action en faveur de la liberté ou qui sollicite la protection de la France pour un autre motif.

## **ARTICLE 53-2.**

La République peut reconnaître la juridiction de la Cour pénale internationale dans les conditions prévues par le traité signé le 18 juillet 1998.

## **ARTICLE 54.**

Si le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, par le Premier ministre, par le président de l'une ou l'autre assemblée ou par soixante députés ou soixante sénateurs, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution.

## **ARTICLE 55.**

Les traités ou accords  
régulièrement ratifiés ou  
approuvés ont, dès leur  
publication, une autorité  
supérieure à celle des lois,  
sous réserve, pour chaque  
accord ou traité, de son  
application par l'autre partie.

## Titre VII - LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

### ARTICLE 56.

Le Conseil constitutionnel  
comprend neuf membres,  
dont le mandat dure neuf ans  
et n'est pas renouvelable. Le  
Conseil constitutionnel se  
renouvelle par tiers tous les  
trois ans. Trois des membres  
sont nommés par le Président  
de la République, trois par le  
président de l'Assemblée  
nationale, trois par le  
président du Sénat. La  
procédure prévue au dernier  
alinéa de l'article 13 est  
applicable à ces nominations.  
Les nominations effectuées  
par le président de chaque  
assemblée sont soumises au

seul avis de la commission  
permanente compétente de  
l'assemblée concernée.

En sus des neuf membres  
prévus ci-dessus, font de droit  
partie à vie du Conseil  
constitutionnel les anciens  
Présidents de la République.

Le président est nommé par  
le Président de la République.  
Il a voix prépondérante en cas  
de partage.

## **ARTICLE 57.**

Les fonctions de membre du  
Conseil constitutionnel sont  
incompatibles avec celles de  
ministre ou de membre du  
Parlement. Les autres  
incompatibilités sont fixées  
par une loi organique.

## **ARTICLE 58.**

Le Conseil constitutionnel  
veille à la régularité de  
l'élection du Président de la  
République.  
Il examine les réclamations et  
proclame les résultats du  
scrutin.

## **ARTICLE 59.**



Le Conseil constitutionnel  
statue, en cas de contestation,  
sur la régularité de l'élection  
des députés et des sénateurs.

## **ARTICLE 60.**

Le Conseil constitutionnel  
veille à la régularité des  
opérations de référendum  
prévues aux articles 11 et 89 et  
au titre XV. Il en proclame les  
résultats.

## **ARTICLE 61.**

Les lois organiques, avant leur  
promulgation, les  
propositions de loi  
mentionnées à l'article 11  
avant qu'elles ne soient  
soumises au référendum, et  
les règlements des  
assemblées parlementaires,  
avant leur mise en  
application, doivent être  
soumis au Conseil  
constitutionnel qui se  
prononce sur leur conformité  
à la Constitution.

Aux mêmes fins, les lois  
peuvent être déférées au  
Conseil constitutionnel, avant  
leur promulgation, par le

Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil constitutionnel suspend le délai de promulgation.

## **ARTICLE 61-1.**

Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se

prononce dans un délai  
déterminé.

Une loi organique détermine  
les conditions d'application  
du présent article.

## **ARTICLE 62.**

Une disposition déclarée  
inconstitutionnelle sur le  
fondement de l'article 61 ne  
peut être promulguée ni mise  
en application.

Une disposition déclarée  
inconstitutionnelle sur le  
fondement de l'article 61-1 est  
abrogée à compter de la  
publication de la décision du  
Conseil constitutionnel ou  
d'une date ultérieure fixée par  
cette décision. Le Conseil  
constitutionnel détermine les  
conditions et limites dans  
lesquelles les effets que la  
disposition a produits sont  
susceptibles d'être remis en  
cause.

Les décisions du Conseil  
constitutionnel ne sont  
susceptibles d'aucun recours.  
Elles s'imposent aux pouvoirs  
publics et à toutes les

autorités administratives et  
juridictionnelles.

## ARTICLE 63.

Une loi organique détermine  
les règles d'organisation et de  
fonctionnement du Conseil  
constitutionnel, la procédure  
qui est suivie devant lui et  
notamment les délais ouverts  
pour le saisir de  
contestations.

# Titre VIII - DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

## ARTICLE 64.

Le Président de la République  
est garant de l'indépendance  
de l'autorité judiciaire.

Il est assisté par le Conseil  
supérieur de la magistrature.

Une loi organique porte statut  
des magistrats.

Les magistrats du siège sont  
inamovibles.

## ARTICLE 65.

Le Conseil supérieur de la magistrature comprend une formation compétente à l'égard des magistrats du siège et une formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.

La formation compétente à l'égard des magistrats du siège est présidée par le premier président de la Cour de cassation. Elle comprend, en outre, cinq magistrats du siège et un magistrat du parquet, un conseiller d'État désigné par le Conseil d'État, un avocat ainsi que six personnalités qualifiées qui n'appartiennent ni au Parlement, ni à l'ordre judiciaire, ni à l'ordre administratif. Le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat désignent chacun deux personnalités qualifiées. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable aux nominations des personnalités qualifiées. Les nominations effectuées par le président de chaque

assemblée du Parlement sont  
soumises au seul avis de la  
commission permanente  
compétente de l'assemblée  
intéressée.

La formation compétente à  
l'égard des magistrats du  
parquet est présidée par le  
procureur général près la  
Cour de cassation. Elle  
comprend, en outre, cinq  
magistrats du parquet et un  
magistrat du siège, ainsi que  
le conseiller d'État, l'avocat et  
les six personnalités  
qualifiées mentionnés au  
deuxième alinéa.

La formation du Conseil  
supérieur de la magistrature  
compétente à l'égard des  
magistrats du siège fait des  
propositions pour les  
nominations des magistrats  
du siège à la Cour de  
cassation, pour celles de  
premier président de cour  
d'appel et pour celles de  
président de tribunal de  
grande instance. Les autres  
magistrats du siège sont  
nommés sur son avis  
conforme.

La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les nominations qui concernent les magistrats du parquet.

La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège statue comme conseil de discipline des magistrats du siège. Elle comprend alors, outre les membres visés au deuxième alinéa, le magistrat du siège appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.

La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les sanctions disciplinaires qui les concernent. Elle comprend alors, outre les membres visés au troisième alinéa, le magistrat du parquet appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats du siège.

Le Conseil supérieur de la magistrature se réunit en formation plénière pour répondre aux demandes d'avis formulées par le Président de la République au titre de l'article 64. Il se prononce, dans la même formation, sur les questions relatives à la déontologie des magistrats ainsi que sur toute question relative au fonctionnement de la justice dont le saisit le ministre de la justice. La formation plénière comprend trois des cinq magistrats du siège mentionnés au deuxième alinéa, trois des cinq magistrats du parquet mentionnés au troisième alinéa, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées mentionnés au deuxième alinéa. Elle est présidée par le premier président de la Cour de cassation, que peut suppléer le procureur général près cette cour.

Sauf en matière disciplinaire, le ministre de la justice peut participer aux séances des



formations du Conseil  
supérieur de la magistrature.

Le Conseil supérieur de la  
magistrature peut être saisi  
par un justiciable dans les  
conditions fixées par une loi  
organique.

La loi organique détermine  
les conditions d'application  
du présent article.

## **ARTICLE 66.**

Nul ne peut être  
arbitrairement détenu.

L'autorité judiciaire,  
gardienne de la liberté  
individuelle, assure le respect  
de ce principe dans les  
conditions prévues par la loi.

## **ARTICLE 66-1.**

Nul ne peut être condamné à  
la peine de mort.

# **Titre IX - LA HAUTE COUR**

## **ARTICLE 67.**

Le Président de la République  
n'est pas responsable des

actes accomplis en cette qualité, sous réserve des dispositions des articles 53-2 et 68.

Il ne peut, durant son mandat et devant aucune juridiction ou autorité administrative française, être requis de témoigner non plus que faire l'objet d'une action, d'un acte d'information, d'instruction ou de poursuite. Tout délai de prescription ou de forclusion est suspendu.

Les instances et procédures auxquelles il est ainsi fait obstacle peuvent être reprises ou engagées contre lui à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation des fonctions.

## **ARTICLE 68.**

Le Président de la République ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat. La destitution est prononcée par le Parlement constitué en Haute Cour.

La proposition de réunion de la Haute Cour adoptée par une des assemblées du Parlement est aussitôt transmise à l'autre qui se prononce dans les quinze jours.

La Haute Cour est présidée par le président de l'Assemblée nationale. Elle statue dans un délai d'un mois, à bulletins secrets, sur la destitution. Sa décision est d'effet immédiat.

Les décisions prises en application du présent article le sont à la majorité des deux tiers des membres composant l'assemblée concernée ou la Haute Cour. Toute délégation de vote est interdite. Seuls sont recensés les votes favorables à la proposition de réunion de la Haute Cour ou à la destitution.

Une loi organique fixe les conditions d'application du présent article.

## Titre X - DE LA RESPONSABILITÉ

# PÉNALE DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

## ARTICLE 68-1.

Les membres du  
Gouvernement sont  
pénalement responsables des  
actes accomplis dans  
l'exercice de leurs fonctions et  
qualifiés crimes ou délits au  
moment où ils ont été  
commis.

Ils sont jugés par la Cour de  
justice de la République.

La Cour de justice de la  
République est liée par la  
définition des crimes et délits  
ainsi que par la détermination  
des peines telles qu'elles  
résultent de la loi.

## ARTICLE 68-2.

La Cour de justice de la  
République comprend quinze  
juges : douze parlementaires  
élus, en leur sein et en nombre  
égal, par l'Assemblée  
nationale et par le Sénat après  
chaque renouvellement  
général ou partiel de ces

assemblées et trois magistrats  
du siège à la Cour de  
cassation, dont l'un préside la  
Cour de justice de la  
République.

Toute personne qui se  
prétend lésée par un crime ou  
un délit commis par un  
membre du Gouvernement  
dans l'exercice de ses  
fonctions peut porter plainte  
auprès d'une commission des  
requêtes.

Cette commission ordonne  
soit le classement de la  
procédure, soit sa  
transmission au procureur  
général près la Cour de  
cassation aux fins de saisine  
de la Cour de justice de la  
République.

Le procureur général près la  
Cour de cassation peut aussi  
saisir d'office la Cour de  
justice de la République sur  
avis conforme de la  
commission des requêtes.

Une loi organique détermine  
les conditions d'application  
du présent article.

## ARTICLE 68-3.

Les dispositions du présent titre sont applicables aux faits commis avant son entrée en vigueur.

# Titre XI - LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

## ARTICLE 69.

Le Conseil économique, social et environnemental, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de lois qui lui sont soumis.

Un membre du Conseil économique, social et environnemental peut être désigné par celui-ci pour exposer devant les assemblées parlementaires l'avis du Conseil sur les projets ou propositions qui lui ont été soumis.

Le Conseil économique, social et environnemental peut être saisi par voie de pétition dans les conditions fixées par une loi organique. Après examen de la pétition, il fait connaître au Gouvernement et au Parlement les suites qu'il propose d'y donner.

## **ARTICLE 70.**

Le Conseil économique, social et environnemental peut être consulté par le Gouvernement et le Parlement sur tout problème de caractère économique, social ou environnemental. Le Gouvernement peut également le consulter sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Tout plan ou tout projet de loi de programmation à caractère économique, social ou environnemental lui est soumis pour avis.

## **ARTICLE 71.**

La composition du Conseil économique, social et environnemental, dont le nombre de membres ne peut excéder deux cent trente-trois, et ses règles de fonctionnement sont fixées par une loi organique.

## **Titre XI BIS - LE DÉFENSEUR DES DROITS**

### **ARTICLE 71-1.**

Le Défenseur des droits veille au respect des droits et libertés par les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, ainsi que par tout organisme investi d'une mission de service public, ou à l'égard duquel la loi organique lui attribue des compétences.

Il peut être saisi, dans les conditions prévues par la loi organique, par toute personne s'estimant lésée par le fonctionnement d'un service public ou d'un organisme visé



au premier alinéa. Il peut se saisir d'office.

La loi organique définit les attributions et les modalités d'intervention du Défenseur des droits. Elle détermine les conditions dans lesquelles il peut être assisté par un collège pour l'exercice de certaines de ses attributions.

Le Défenseur des droits est nommé par le Président de la République pour un mandat de six ans non renouvelable, après application de la procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13. Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre du Gouvernement et de membre du Parlement. Les autres incompatibilités sont fixées par la loi organique.

Le Défenseur des droits rend compte de son activité au Président de la République et au Parlement.

## Titre XII - DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## ARTICLE 72.

Les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les régions, les collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74. Toute autre collectivité territoriale est créée par la loi, le cas échéant en lieu et place d'une ou de plusieurs collectivités mentionnées au présent alinéa.

Les collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en oeuvre à leur échelon.

Dans les conditions prévues par la loi, ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences.

Dans les conditions prévues par la loi organique, et sauf lorsque sont en cause les conditions essentielles

d'exercice d'une liberté  
publique ou d'un droit  
constitutionnellement  
garanti, les collectivités  
territoriales ou leurs  
groupements peuvent,  
lorsque, selon le cas, la loi ou  
le règlement l'a prévu,  
déroger, à titre expérimental  
et pour un objet et une durée  
limités, aux dispositions  
législatives ou réglementaires  
qui régissent l'exercice de  
leurs compétences.

Aucune collectivité  
territoriale ne peut exercer  
une tutelle sur une autre.  
Cependant, lorsque l'exercice  
d'une compétence nécessite le  
concours de plusieurs  
collectivités territoriales, la loi  
peut autoriser l'une d'entre  
elles ou un de leurs  
groupements à organiser les  
modalités de leur action  
commune.

Dans les collectivités  
territoriales de la République,  
le représentant de l'État,  
représentant de chacun des  
membres du Gouvernement,  
a la charge des intérêts

nationaux, du contrôle  
administratif et du respect  
des lois.

## **ARTICLE 72-1.**

La loi fixe les conditions dans  
lesquelles les électeurs de  
chaque collectivité territoriale  
peuvent, par l'exercice du  
droit de pétition, demander  
l'inscription à l'ordre du jour  
de l'assemblée délibérante de  
cette collectivité d'une  
question relevant de sa  
compétence.

Dans les conditions prévues  
par la loi organique, les  
projets de délibération ou  
d'acte relevant de la  
compétence d'une collectivité  
territoriale peuvent, à son  
initiative, être soumis, par la  
voie du référendum, à la  
décision des électeurs de cette  
collectivité.

Lorsqu'il est envisagé de créer  
une collectivité territoriale  
dotée d'un statut particulier  
ou de modifier son  
organisation, il peut être  
décidé par la loi de consulter  
les électeurs inscrits dans les

collectivités intéressées. La modification des limites des collectivités territoriales peut également donner lieu à la consultation des électeurs dans les conditions prévues par la loi.

## **ARTICLE 72-2.**

Les collectivités territoriales bénéficient de ressources dont elles peuvent disposer librement dans les conditions fixées par la loi.

Elles peuvent recevoir tout ou partie du produit des impositions de toutes natures. La loi peut les autoriser à en fixer l'assiette et le taux dans les limites qu'elle détermine.

Les recettes fiscales et les autres ressources propres des collectivités territoriales représentent, pour chaque catégorie de collectivités, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources. La loi organique fixe les conditions dans lesquelles cette règle est mise en oeuvre.

Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi.

La loi prévoit des dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales.

### **ARTICLE 72-3.**

La République reconnaît, au sein du peuple français, les populations d'outre-mer, dans un idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité.

La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les îles Wallis et Futuna et la Polynésie française sont régis par l'article 73 pour les

départements et les régions  
d'outre-mer et pour les  
collectivités territoriales  
créées en application du  
dernier alinéa de l'article 73, et  
par l'article 74 pour les autres  
collectivités.

Le statut de la Nouvelle-  
Calédonie est régi par le titre  
XIII.

La loi détermine le régime  
législatif et l'organisation  
particulière des Terres  
australes et antarctiques  
françaises et de Clipperton.

## **ARTICLE 72-4.**

Aucun changement, pour tout  
ou partie de l'une des  
collectivités mentionnées au  
deuxième alinéa de l'article  
72-3, de l'un vers l'autre des  
régimes prévus par les articles  
73 et 74, ne peut intervenir  
sans que le consentement des  
électeurs de la collectivité ou  
de la partie de collectivité  
intéressée ait été  
préalablement recueilli dans  
les conditions prévues à  
l'alinéa suivant. Ce

changement de régime est  
décidé par une loi organique.

Le Président de la  
République, sur proposition  
du Gouvernement pendant la  
durée des sessions ou sur  
proposition conjointe des  
deux assemblées, publiées au  
Journal officiel, peut décider  
de consulter les électeurs  
d'une collectivité territoriale  
située outre-mer sur une  
question relative à son  
organisation, à ses  
compétences ou à son régime  
législatif. Lorsque la  
consultation porte sur un  
changement prévu à l'alinéa  
précédent et est organisée sur  
proposition du  
Gouvernement, celui-ci fait,  
devant chaque assemblée,  
une déclaration qui est suivie  
d'un débat.

## **ARTICLE 73.**

Dans les départements et les  
régions d'outre-mer, les lois et  
règlements sont applicables  
de plein droit. Ils peuvent  
faire l'objet d'adaptations  
tenant aux caractéristiques et



contraintes particulières de ces collectivités.

Ces adaptations peuvent être décidées par ces collectivités dans les matières où s'exercent leurs compétences et si elles y ont été habilitées, selon le cas, par la loi ou par le règlement.

Par dérogation au premier alinéa et pour tenir compte de leurs spécificités, les collectivités régies par le présent article peuvent être habilitées, selon le cas, par la loi ou par le règlement, à fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire, dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi ou du règlement.

Ces règles ne peuvent porter sur la nationalité, les droits civiques, les garanties des libertés publiques, l'état et la capacité des personnes, l'organisation de la justice, le droit pénal, la procédure pénale, la politique étrangère, la défense, la sécurité et

l'ordre publics, la monnaie, le crédit et les changes, ainsi que le droit électoral. Cette énumération pourra être précisée et complétée par une loi organique.

La disposition prévue aux deux précédents alinéas n'est pas applicable au département et à la région de La Réunion.

Les habilitations prévues aux deuxième et troisième alinéas sont décidées, à la demande de la collectivité concernée, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique. Elles ne peuvent intervenir lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti.

La création par la loi d'une collectivité se substituant à un département et une région d'outre-mer ou l'institution d'une assemblée délibérante unique pour ces deux collectivités ne peut

intervenir sans qu'ait été  
recueilli, selon les formes  
prévues au second alinéa de  
l'article 72-4, le consentement  
des électeurs inscrits dans le  
ressort de ces collectivités.

## **ARTICLE 74.**

Les collectivités d'outre-mer  
régies par le présent article  
ont un statut qui tient compte  
des intérêts propres de  
chacune d'elles au sein de la  
République.

Ce statut est défini par une loi  
organique, adoptée après avis  
de l'assemblée délibérante,  
qui fixe :

- les conditions dans  
lesquelles les lois et  
règlements y sont  
applicables ;
- les compétences de cette  
collectivité ; sous réserve de  
celles déjà exercées par elle, le  
transfert de compétences de  
l'État ne peut porter sur les  
matières énumérées au  
quatrième alinéa de l'article  
73, précisées et complétées, le  
cas échéant, par la loi  
organique ;

- les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions de la collectivité et le régime électoral de son assemblée délibérante ;
- les conditions dans lesquelles ses institutions sont consultées sur les projets et propositions de loi et les projets d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions particulières à la collectivité, ainsi que sur la ratification ou l'approbation d'engagements internationaux conclus dans les matières relevant de sa compétence.

La loi organique peut également déterminer, pour celles de ces collectivités qui sont dotées de l'autonomie, les conditions dans lesquelles :

- le Conseil d'État exerce un contrôle juridictionnel spécifique sur certaines catégories d'actes de l'assemblée délibérante intervenant au titre des compétences qu'elle exerce dans le domaine de la loi ;

- l'assemblée délibérante peut modifier une loi promulguée postérieurement à l'entrée en vigueur du statut de la collectivité, lorsque le Conseil constitutionnel, saisi notamment par les autorités de la collectivité, a constaté que la loi était intervenue dans le domaine de compétence de cette collectivité ;
- des mesures justifiées par les nécessités locales peuvent être prises par la collectivité en faveur de sa population, en matière d'accès à l'emploi, de droit d'établissement pour l'exercice d'une activité professionnelle ou de protection du patrimoine foncier ;
- la collectivité peut participer, sous le contrôle de l'État, à l'exercice des compétences qu'il conserve, dans le respect des garanties accordées sur l'ensemble du territoire national pour l'exercice des libertés publiques.

Les autres modalités de l'organisation particulière des collectivités relevant du

présent article sont définies et  
modifiées par la loi après  
consultation de leur  
assemblée délibérante.

## **ARTICLE 74-1.**

Dans les collectivités d'outre-  
mer visées à l'article 74 et en  
Nouvelle-Calédonie, le  
Gouvernement peut, par  
ordonnances, dans les  
matières qui demeurent de la  
compétence de l'État, étendre,  
avec les adaptations  
nécessaires, les dispositions  
de nature législative en  
vigueur en métropole ou  
adapter les dispositions de  
nature législative en vigueur à  
l'organisation particulière de  
la collectivité concernée, sous  
réserve que la loi n'ait pas  
expressément exclu, pour les  
dispositions en cause, le  
recours à cette procédure.

Les ordonnances sont prises  
en conseil des ministres après  
avis des assemblées  
délibérantes intéressées et du  
Conseil d'État. Elles entrent  
en vigueur dès leur  
publication. Elles deviennent

caduques en l'absence de  
ratification par le Parlement  
dans le délai de dix-huit mois  
suivant cette publication.

## **ARTICLE 75.**

Les citoyens de la République  
qui n'ont pas le statut civil de  
droit commun, seul visé à  
l'article 34, conservent leur  
statut personnel tant qu'ils n'y  
ont pas renoncé.

## **ARTICLE 75-1.**

Les langues régionales  
appartiennent au patrimoine  
de la France.

# **Titre XIII - DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A LA NOUVELLE- CALÉDONIE**

## **ARTICLE 76.**

Les populations de la  
Nouvelle-Calédonie sont  
appelées à se prononcer avant  
le 31 décembre 1998 sur les

dispositions de l'accord signé  
à Nouméa le 5 mai 1998 et  
publié le 27 mai 1998 au  
Journal officiel de la  
République française.

Sont admises à participer au  
scrutin les personnes  
remplissant les conditions  
fixées à l'article 2 de la loi n°  
88-1028 du 9 novembre 1988.  
Les mesures nécessaires à  
l'organisation du scrutin sont  
prises par décret en Conseil  
d'État délibéré en conseil des  
ministres.

## **ARTICLE 77.**

Après approbation de l'accord  
lors de la consultation prévue  
à l'article 76, la loi organique,  
prise après avis de  
l'assemblée délibérante de la  
Nouvelle-Calédonie,  
détermine, pour assurer  
l'évolution de la Nouvelle-  
Calédonie dans le respect des  
orientations définies par cet  
accord et selon les modalités  
nécessaires à sa mise en  
œuvre :

- les compétences de l'État qui  
seront transférées, de façon



définitive, aux institutions de la Nouvelle-Calédonie, l'échelonnement et les modalités de ces transferts, ainsi que la répartition des charges résultant de ceux-ci ;

- les règles d'organisation et de fonctionnement des institutions de la Nouvelle-Calédonie et notamment les conditions dans lesquelles certaines catégories d'actes de l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie pourront être soumises avant publication au contrôle du Conseil constitutionnel ;
- les règles relatives à la citoyenneté, au régime électoral, à l'emploi et au statut civil coutumier ;
- les conditions et les délais dans lesquels les populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie seront amenées à se prononcer sur l'accession à la pleine souveraineté.

Les autres mesures nécessaires à la mise en oeuvre de l'accord mentionné à l'article 76 sont définies par la loi.

Pour la définition du corps électoral appelé à élire les membres des assemblées délibérantes de la Nouvelle-Calédonie et des provinces, le tableau auquel se réfèrent l'accord mentionné à l'article 76 et les articles 188 et 189 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie est le tableau dressé à l'occasion du scrutin prévu audit article 76 et comprenant les personnes non admises à y participer.

## **Titre XIV - DE LA FRANCOPHONIE ET DES ACCORDS D'ASSOCIATION**

### **ARTICLE 87.**

La République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage.

### **ARTICLE 88.**

La République peut conclure des accords avec des États qui désirent s'associer à elle pour développer leurs civilisations.

## Titre XV - DE L'UNION EUROPÉENNE

### ARTICLE 88-1.

La République participe à l'Union européenne constituée d'États qui ont choisi librement d'exercer en commun certaines de leurs compétences en vertu du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tels qu'ils résultent du traité signé à Lisbonne le 13 décembre 2007.

### ARTICLE 88-2.

La loi fixe les règles relatives au mandat d'arrêt européen en application des actes pris par les institutions de l'Union européenne.

### ARTICLE 88-3.

Sous réserve de réciprocité et selon les modalités prévues par le Traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales peut être accordé aux seuls citoyens de l'Union résidant en France. Ces citoyens ne peuvent exercer les fonctions de maire ou d'adjoint ni participer à la désignation des électeurs sénatoriaux et à l'élection des sénateurs. Une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées détermine les conditions d'application du présent article.

## **ARTICLE 88-4.**

Le Gouvernement soumet à l'Assemblée nationale et au Sénat, dès leur transmission au Conseil de l'Union européenne, les projets d'actes législatifs européens et les autres projets ou propositions d'actes de l'Union européenne.

Selon des modalités fixées par le règlement de chaque assemblée, des résolutions européennes peuvent être adoptées, le cas échéant en dehors des sessions, sur les projets ou propositions mentionnés au premier alinéa, ainsi que sur tout document émanant d'une institution de l'Union européenne.

Au sein de chaque assemblée parlementaire est instituée une commission chargée des affaires européennes.

## **ARTICLE 88-5.**

Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un État à l'Union européenne est soumis au référendum par le Président de la République.

Toutefois, par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes, le Parlement peut autoriser l'adoption du projet de loi

selon la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 89.

*[cet article n'est pas applicable aux adhésions faisant suite à une conférence intergouvernementale dont la convocation a été décidée par le Conseil européen avant le 1<sup>er</sup> juillet 2004]*

## **ARTICLE 88-6.**

L'Assemblée nationale ou le Sénat peuvent émettre un avis motivé sur la conformité d'un projet d'acte législatif européen au principe de subsidiarité. L'avis est adressé par le président de l'assemblée concernée aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne. Le Gouvernement en est informé.

Chaque assemblée peut former un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre un acte législatif européen pour violation du principe de subsidiarité. Ce recours est transmis à la Cour de justice

de l'Union européenne par le  
Gouvernement.

À cette fin, des résolutions  
peuvent être adoptées, le cas  
échéant en dehors des  
sessions, selon des modalités  
d'initiative et de discussion  
fixées par le règlement de  
chaque assemblée. À la  
demande de soixante députés  
ou de soixante sénateurs, le  
recours est de droit.

## **ARTICLE 88-7**

Par le vote d'une motion  
adoptée en termes identiques  
par l'Assemblée nationale et  
le Sénat, le Parlement peut  
s'opposer à une modification  
des règles d'adoption d'actes  
de l'Union européenne dans  
les cas prévus, au titre de la  
révision simplifiée des traités  
ou de la coopération judiciaire  
civile, par le traité sur l'Union  
européenne et le traité sur le  
fonctionnement de l'Union  
européenne, tels qu'ils  
résultent du traité signé à  
Lisbonne le 13 décembre  
2007.

# Titre XVI - DE LA RÉVISION

## ARTICLE 89.

L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République sur proposition du Premier ministre et aux membres du Parlement.

Le projet ou la proposition de révision doit être examiné dans les conditions de délai fixées au troisième alinéa de l'article 42 et voté par les deux assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum.

Toutefois, le projet de révision n'est pas présenté au référendum lorsque le Président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès ; dans ce cas, le projet de révision n'est approuvé que s'il réunit la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Le bureau du



Congrès est celui de  
l'Assemblée nationale.

Aucune procédure de révision  
ne peut être engagée ou  
poursuivie lorsqu'il est porté  
atteinte à l'intégrité du  
territoire.

La forme républicaine du  
Gouvernement ne peut faire  
l'objet d'une révision.